



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES CCAG 2021**

---

#### **UTI CPCA Fourniture et livraison de fibre optique**

---

N° du CCP : CPCA-2024-Achat-Fibre

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
**Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval**  
**Unité territoriale d'itinéraire canaux de Picardie Champagne Ardenne**  
**76, Rue de Talleyrand**  
**51084 REIMS Cedex**

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
1.5 - Développement durable .....	3
1.6 - Clauses sociales .....	4
1.7 - Dispositions applicables en application de la réglementation du travail en cas d'intervenants étrangers .....	6
1.8 - Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales- Dispositions applicables, délais et conditions d'affichage .....	7
1.9 - Conflits d'intérêt.....	8
1.10 - Obligation de confidentialité .....	8
2 - Pièces contractuelles .....	8
3 - Mesures de sécurité.....	8
4 - Durée et délais d'exécution.....	9
4.1 - Durée du contrat .....	9
5 - Prix .....	9
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
5.2 - Modalités de variation des prix .....	9
6 - Garanties Financières.....	9
7 - Avance .....	9
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
8 - Modalités de règlement des comptes.....	10
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	10
8.3 - Délai global de paiement .....	10
8.4 - Paiement des cotraitants.....	10
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	11
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
10 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
10.1 - Vérifications .....	11
10.2 - Décision après vérification .....	12
11 - Garantie des prestations .....	12
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	12
13 - Pénalités.....	12
13.1 - Pénalités de retard .....	12
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
13.3 - Pénalité pour non-respect des modalités d'insertion sociale.....	12
13.4 - Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés .....	13
14 - Assurances.....	13
15 - Clauses techniques particulières.....	13
16 - Résiliation du contrat .....	14
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	14
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
17 - Règlement des litiges et langues .....	14
18 - Dérogations.....	15

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

La présente consultation concerne la fourniture et livraison de fibre optique pour le raccordement des ouvrages de l'UTI Canaux de Picardie Champagne Ardenne.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieux de livraison :

VNF - Atelier de Saint-Quentin  
7-9 rue Antoine Parmentier  
02 100 SAINT-QUENTIN

Ou

VNF - Pôle atelier Sud  
Rue de la Roseraie  
51 100 REIMS

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## **1.3 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des fournitures à livrer.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 2 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## **1.5 - Développement durable**

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Nuisances :

- Les mesures destinées à réduire les nuisances imposées lors des prestations sont exposées en détail par l'entrepreneur dans le mémoire justificatif de son offre. Elles doivent être agréées par le maître d'ouvrage avant tout commencement d'exécution des prestations.

Gestion des déchets :

- Les dépenses d'entretien des installations sont réputées rémunérées par le prix du marché de l'entreprise titulaire.

- Le tri des déchets sera effectué de façon sélective. L'équipement sera adapté aux besoins des prestations.

- L'entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées et au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

## **1.6 - Clauses sociales**

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des articles L2112-2 à 4 et L2312-1 et 2 du Code de la Commande Publique. L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage pour l'exécution de cet accord-cadre, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en respectant le nombre d'heures défini à l'article 9 de l'acte d'engagement.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Les coordonnées du facilitateur qui se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion :

- **MARNE (51)**

PLIE du Pays Vitryat  
22 rue du Port  
51300 VITRY-LE-FRANCOIS  
Tel : 03 26 72 05 31  
Facilitateur : Yann ESDRAS  
Mail : plie.vitrylefrancois@laposte.net

- **AISNE (02)**

Mission locale  
Jérôme Lemoine  
Chargé de relations entreprises  
Facilitateur de la Clause Sociale  
L'Aiguillage  
2 avenue Ernest Couvrecelle  
02400 ETAMPES SUR MARNE  
Tél. 03 23 84 23 23 ou 06 51 96 71 07

### **Engagement du titulaire**

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

#### **1.6.1 Publics visés**

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Bénéficiaires du RSA (en recherche d'emploi)
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du Travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP)
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est à dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées
  - prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième chance (E2C) ou Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE))
  - personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
  - personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet
- Personnes en sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service d'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP)
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

#### 1.6.2 - Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

- Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés à l'article ci-dessus.
- Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser par tranche de 10 000 € hors taxes est de 5 heures.

#### 1.6.3 - Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés.

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'une Association Intermédiaire (AI).

- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise.

Dans le cas où le titulaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citée ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la date de fin du marché).

Le titulaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

#### **1.6.4 - Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale. Le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

#### **1.6.5 - Maintien du dispositif d'insertion**

Si pour diverses raisons (techniques ou budgétaires) indépendantes de la maîtrise d'ouvrage, les travaux venaient à être retardés ou lors de la suspension de l'exécution des prestations, l'entreprise titulaire s'engage à ne pas rompre, dans la mesure du possible, la démarche d'insertion en affectant les personnes concernées sur d'autres chantiers de son choix, propres au titulaire. Ce dernier devrait en informer le facilitateur.

#### **1.6.6 - Sortie du dispositif d'insertion**

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat d'une personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer le facilitateur des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce, dans un délai de huit jours. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans les meilleurs délais.

A l'issue de la période d'accueil des salariés en insertion dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à établir un bilan qualitatif et quantitatif de l'opération. Il apportera son avis sur les possibilités d'évolutions professionnelles des personnes concernées.

En fonction de ses possibilités, le titulaire peut envisager de recruter une ou plusieurs de ces personnes ou les orienter vers un employeur potentiel.

### **1.7 - Dispositions applicables en application de la réglementation du travail en cas d'intervenants étrangers**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies au CCAG FCS.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. »

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° ..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

## **1.8 - Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales- Dispositions applicables, délais et conditions d'affichage**

### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français unreprésentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - Les salariés détachés par ses soins,

- Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG FCS.

#### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du Code du Travail, et en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du Code du Travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier tout au long des travaux.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 13 du présent CCAP.

### **1.9 - Conflits d'intérêt**

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

#### **1.10 - Obligation de confidentialité**

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

## **3 - Mesures de sécurité**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS avec un protocole chargement / déchargement à établir.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations des mesures de sécurité.



## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés au **1<sup>er</sup> janvier de chaque année** par application à tous les prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = TP12d (n-3) / TP12d (o)$$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui du mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule (janvier de l'année X). Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **TP12d** « Index Travaux Publics - Réseaux de communication en fibre optique - Base 2010 ».

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 € HT et que son délai est au moins égal à deux mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : UCPA
- Numéro d'engagement juridique : qui sera communiqué à chaque bon de commande

## **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse de livraison :

VNF - Atelier de Saint-Quentin  
7-9 rue Antoine Parmentier  
02 100 SAINT-QUENTIN

OU

VNF - Pôle atelier Sud  
Rue de la Roseraie  
51 100 REIMS

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le titulaire avertira de livraison au minimum 48 h à l'avance, par courrier simultané aux adresses mails suivantes :

- [arnaud.voiret@vnf.fr](mailto:arnaud.voiret@vnf.fr)
- [laurent.nogent@vnf.fr](mailto:laurent.nogent@vnf.fr)
- [maintenance.uti.picardiechampagne@vnf.fr](mailto:maintenance.uti.picardiechampagne@vnf.fr)

Le titulaire fournira à la livraison par touret :

- une attestation de conformité aux spécifications IEC 60793-2-50 et IEC 60794
- un PV avec les résultats des contrôles de réflectométrie sur l'ensemble des fibres du câble, aux longueurs d'onde 1310 nm et 1550 nm.

## **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **10.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le représentant du maître d'œuvre.

## **10.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.1, l'admission sera expresse et non tacite.

## **11 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à **200,00 €**.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30,0% du montant de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **13.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 € par constatation.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **13.3 - Pénalité pour non-respect des modalités d'insertion sociale**

En cas de non-respect injustifié par des éléments extérieurs, irrésistibles et imprévisibles pour le titulaire ou l'un de ses sous-traitants, du volume d'heures de travail mentionné à l'article 9 de l'acte d'engagement, l'entreprise titulaire du présent marché sera redevable, après mise en demeure préalable, d'une pénalité égale à 2 fois le SMIC horaire en vigueur à la date d'application des pénalités par heure non réalisées.

En cas de refus caractérisé de fournir les renseignements prévus à l'article 1.6.4 du présent CCP, il sera fait application d'une pénalité égale à 100 euros par jour de retard.

Des manquements répétés des prestataires à leurs engagements respectifs d'insertion pourront relever des cas de résiliation prévus à l'article 16 du présent CCP.

### 13.4 - Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.8 du présent CCP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 200 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Clauses techniques particulières

La fibre optique doit être conforme aux spécifications IEC 60793-2-50 et IEC 60794.

La fibre est monomode de type SMF-G652 D et de catégorie B1 Silice / Silice de 24 brins.

Les fibres unitaires respecteront le code couleur Fotag IEEE 802.8.

### Caractéristiques géométriques :

PARAMETRE	VALEUR	UNITE
Diamètre de champ de mode	8,6 à 9,5	µm
Diamètre de la gaine	125 ±1	µm
Diamètre du revêtement	245±10	

### Caractéristiques optiques :

PARAMETRE	VALEUR	UNITE
Dispersion du mode de polarisation (PMD)	≤ 0,2	ps / √ km
Longueur d'onde de coupure en câble	$\lambda \leq 1260$	nm
Longueur d'onde d'annulation de dispersion	1310< $\lambda$ <1324	nm
Dispersion chromatique max à 1550 nm	18	ps / nm . km
Affaiblissement max à 1310 nm	0,4	dB / km
Affaiblissement max à 1550 nm	0,3	dB / km
Affaiblissement max à 1625 nm	0,4	dB / km

### Caractéristiques mécaniques :

Le câble aura une armature acier pour être posé en milieu aquatique.

Le câble sera renforcé pour avoir une résistance à la traction et à l'écrasement lui permettant d'être posé en milieu aquatique et aura une protection contre les rongeurs.

Il sera composé d'une double gaine, le tube sera rempli de gel d'étanchéité pour bloquer la pénétration de l'eau et il présentera une protection par mèche de verre et une armure en acier copolymère ondulé / annelé pour une résistance renforcée à l'écrasement, aux impacts et une protection anti-rongeurs optimale. La gaine extérieure sera en PEHD (polyéthylène haute densité).

### Livraison par tourets

Pour toute commande, les tourets livrés devront être au maximum d'une longueur de 4000 ml +/- 5 %. Le titulaire devra s'attacher à honorer la commande en livrant un nombre minimum de tourets.

A titre d'exemple, une commande de 18 km comprendra 4 tourets de 4000 ml et 1 touret de 2000 ml.

Pour la livraison de la fibre optique, le titulaire fournira à la livraison par touret :

- une attestation de conformité aux spécifications IEC 60793-2-50 et IEC 60794
- un PV avec les résultats des contrôles de réflectométrie sur l'ensemble des fibres du câble, aux longueurs d'onde 1310 nm et 1550 nm

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière :

Tribunal Administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible ^par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.2 du CCP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Le 21/10/2024